

# M. Balladur n'a pas exclu une prolongation de l'opération « Turquoise »

GOMA (Zaire)

de notre envoyée spéciale

Il fallait faire vite. Arrivé à l'aéroport de Goma, dimanche 31 juillet en fin de matinée, Edouard Balladur devait y être de retour en début d'après-midi, afin de ne pas manquer la liaison par satellite organisée par TF 1. Le survol en hélicoptère des camps de réfugiés a donc été annulé et sa visite limitée à deux sites : des hôpitaux de campagne à l'intérieur de la « zone de sécurité », sous contrôle français.

Des deux objectifs annoncés de ce déplacement — rendre hommage aux forces françaises et s'intéresser au sort des réfugiés rwandais, — un seul, le premier, aura été pleinement rempli. L'essentiel n'était-il pas que, se trouvant au Gabon, à trois heures et demie de vol de ces lieux de détresse, à l'issue de sa tournée africaine, il se livre à une opération de communication ?

Entre autres messages, il fallait rappeler que cinq cents militaires d'Afrique francophone (243 Sénégalais, 130 Tchadiens, 40 Congolais, 43 Nigériens, 35 Bissau-Guinéens, dix Mauritanais et sept observateurs égyptiens) sont désormais stationnés dans ce que les officiels français appellent la « zone humanitaire sûre ». Des soldats tchadiens attendaient donc le chef du gouvernement français à sa première étape, Cyanguu, où celui-ci, accompagné des ministres de la défense, de la coopération et de l'action humanitaire, François Léotard, Michel Roussin et Lucette Michaux-Chevy, a visité une antenne médicale. Quant à la seconde étape, il s'agissait du poste de commandement sénégalais installé à Kibuyé.

De retour à l'aéroport de Goma, la délégation française, suivie de dizaines de journalistes français, frôlait la délégation américaine, conduite par le secrétaire d'Etat à la défense, William Perry, encore plus fournie en représentants des médias. Tandis que la première se dirigeait vers les installations de TF 1, l'autre, à quelques dizaines de mètres de là, organisait une conférence de presse en plein air. M. Léotard s'étant joint à son homologue américain, avec lequel il a eu un aparté de quelques minutes.

Simultanément, à Kigali, le premier ministre rwandais, Faustin Twagiramungu, contredisait les affirmations de M. Balladur, en déclarant que ce dernier n'avait pas consulté les nouvelles autorités avant de pénétrer sur le sol rwandais. « S'il l'avait fait, il aurait été le bienvenu, ajoutait-il. Sa visite dans la zone de sécurité, c'est un message au monde entier pour dire que la France occupe une partie de notre territoire. »

La formule est abrupte, mais sans doute M. Balladur est-il d'accord sur le fond, puisqu'il cherche à tout prix à hâter la relève de l'opération « Turquoise », dont le mandat s'achève le 22 août. Comme il l'avait fait au Conseil de sécurité des Nations unies à New-York, le premier ministre a lancé, à Goma, un appel à la communauté internationale. « Je ne peux pas croire qu'il ne soit pas possible de trouver 1 000, ou 1 200, ou 1 500, ou 2 000 soldats pour faire partie de la MINUAR II » (Mission des Nations unies au Rwanda), s'est étonné le

premier ministre, auquel on demandait si la France envisageait de prolonger sa mission, comme le souhaite notamment Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU.

« Si nous avons le sentiment que notre action pouvait fragiliser la situation et déterminer de nouveaux troubles, de nouveaux exodes, c'est bien entendu quelque chose qui pèserait sur notre décision », a néanmoins affirmé M. Balladur. Lequel, lors d'une conférence de presse, vendredi à Abidjan, avait rétorqué, alors qu'on lui posait la question de la date du retrait français : « Vous vous obstinez à me poser la question, et je m'obstine à ne pas y répondre. » « Il ne faut pas nous laisser culpabiliser », a-t-il précisé à Goma.

Autrement dit, M. Balladur « joue la montre », en évitant de donner, dès aujourd'hui, une réponse tranchée. Car l'annonce d'un maintien des troupes françaises dans la « zone de sécurité », au-delà du 22 août, n'encouragerait pas la communauté internationale à chercher une solution alternative, et les troupes françaises risqueraient donc de devoir y demeurer *ad vitam aeternam*. En revanche, l'annonce ferme et définitive d'un départ serait du plus mauvais effet, puisque les risques de déstabilisation dans la zone sont réels. M. Balladur le sait. Il y est d'autant plus sensible aujourd'hui qu'il a vu fonctionner des hôpitaux de campagne dont le travail serait bien inutile si aucune relève n'était assurée.

MARIE-PIERRE SUBTIL

## DANS LA PRESSE

**The New York Times** : « Les troupes françaises ont fourni une certaine aide, mais leur rôle est limité au regard du soutien antérieur de la France aux combattants hutus. Une seule organisation dans le monde aurait les capacités logistiques pour subvenir aux besoins d'eau potable, de nourriture et de médicaments de ceux qui en ont désespérément besoin en ce moment précis : les forces armées des Nations unies. »

**Le Figaro** (Franz-Olivier Giesbert) : « En rendant visite aux réfugiés rwandais à Goma, au Zaïre, M. Balladur s'est inscrit dans la tradition française. Avec éclat. On peut toujours tourner l'affaire dans tous les sens, la France a eu raison d'intervenir, la première, au Rwanda. (...) Elle joue [son influence dans le monde] à travers sa politique africaine : près de 200 millions d'Africains vivent, bon an mal an, dans son orbite. A nous de rester dignes de leur confiance. En soutenant économiquement les régimes qui le méritent et en aidant, à chaque catastrophe humanitaire, les damnés de la terre. »

**La Tribune** (François Roche) : « La question est maintenant de savoir comment partir. Devant l'embarras du gouvernement français face à cette éventualité, on comprend que le problème est d'une complexité extrême. Rien ne garantit qu'en cas de départ des forces françaises les combats ne reprendraient pas entre les deux communautés. (...) Créer un système d'alerte permettant de prévenir et de traiter ce type de catastrophe est, clairement, la nouvelle priorité de la communauté internationale. A condition que la conscience politique du problème soit partagée par tous ceux qui restent à démontrer. »

**Libération** (Jacques Amalric) : « Le drame du Rwanda, décidément, restera dans l'Histoire comme un des épisodes les plus scandaleux de l'après-guerre froide, celui de l'indifférence des démocraties industrialisées à l'égard d'un génocide avéré. Mis à part l'intervention — tardive — de la France, on en est encore, quatre mois après le début des massacres, à attendre une action majeure et concertée des nations qui prétendent ou reconnaissent avoir des responsabilités particulières dans la recherche d'un semblant d'ordre mondial. (...) Mais il y a plus grave dans cette cécité collective : le refus de s'interroger sur le Rwanda de demain. »

**InfoMatin** (Marc Jézégabel) : « Chassé-croisé à Goma entre William Perry, le secrétaire d'Etat américain à la défense, et Edouard Balladur. Le premier pour exhiber son étonnante batterie de moyens. Le second pour rendre hommage à nos soldats, mais aussi pour rappeler l'antériorité française. Au comble de l'horreur qui ravage le peuple rwandais, cette rivalité confine au dérisoire. (...) A aucun moment, ne serait-ce que l'embryon d'une volonté politique commune ne s'est manifesté. Où est l'Europe ? »

**RTL** (Pierre-Marie Christin) : « Il y a peut-être un terme qu'il faudrait bannir de notre vocabulaire par décence ou par honnêteté intellectuelle au moins. Ce terme, c'est celui de communauté internationale, parce que (...) cela devrait sous-entendre solidarité et responsabilité partagée. Vous savez ces principes dont on nous a tant parlé depuis la guerre froide [que l'on avait au Rwanda une occasion extraordinaire de mettre en œuvre]. Imaginez, hier, l'impact qu'aurait eu une démarche conjointe franco-américaine avec M. Perry et M. Balladur ensemble. Seulement voilà, il y avait M. Perry avec les Américains à Kigali et M. Balladur avec les Français dans la zone que l'on peut appeler la zone française. »